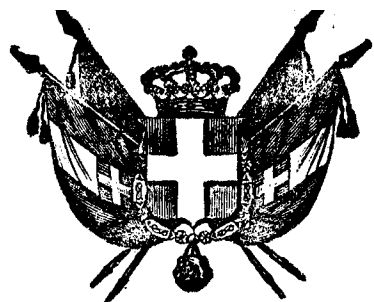
1866

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio, nº 20.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1º d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Nº 284

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno . .		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (franco ai confini)		» 52	27	15

FIRENZE, Lunedì 15 Ottobre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, e Germ.		» 112	60	85
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 3253 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri;

Udito il Nostro Consiglio dei ministri;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo 1.

Il Governo del Re è autorizzato a dar piena ed intiera esecuzione al Trattato conchiuso tra l'Italia e l'Austria, sottoscritto a Vienna addì tre ottobre del corrente anno mille ottocento sessantasei, e le cui ratificazioni furono ivi scambiate addì dodici dello stesso mese ed anno.

Articolo 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì quattordici ottobre mille ottocento sessantasei.

VITTORIO EMANUELE.

Visconti Venosta.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un Trattato di pace essendo stato conchiuso tra Noi e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritto in Vienna addì tre del mese di ottobre di quest'anno mille ottocento sessantasei;

Trattato del tenore seguente:

Au Nom de la très-Sainte et indivisible Trinité

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant résolu d'établir entre Leurs Etats respectifs une paix sincère et durable: Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant cédé à Sa Majesté l'Empereur des Français le Royaume Lombardo-Vénitien: Sa Majesté l'Empereur des Français de Son côté s'étant déclaré prêt à reconnaître la réunion dudit Royaume Lombardo-Vénitien aux Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, sous réserve du consentement des populations dûment consultées, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Louis Fréderic comte Menabrea, Sénateur du Royaume, Grand Cordon de l'Ordre militaire de Savoie, chevalier de l'Ordre du mérite civil de Savoie, Grand Officier de l'Ordre des Ss. Maurice et Lazare, décoré de la médaille d'or à la valeur militaire, lieutenant général, commandant général du génie à l'armée et président du Comité de l'arme, etc., etc., etc.;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le sieur Félix comte Wimpffen, Son Chambellan actuel, Envoyé et ministre plénipotentiaire en mission extraordinaire, etc., etc., etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Leurs héritiers et successeurs, Leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

Article II.

Les prisonniers de guerre italiens et autrichiens seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Article III.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche consent à la réunion du Royaume Lombardo-Vénitien au Royaume d'Italie.

Article IV.

La frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du Royaume Lombardo-Vénitien.

Une Commission militaire instituée par les deux Puissances contractantes sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

Article V.

L'évacuation du territoire cédé et déterminé par l'article précédent commencera immédiatement après la signature de la paix et sera terminée dans le plus bref délai possible, conformément aux arrangements concertés entre les commissaires spéciaux désignés à cet effet.

Article VI.

Le Gouvernement Italien prendra à sa charge:

1° La partie du Monte Lombardo-Veneto qui est restée à l'Autriche en vertu de la Convention conclue à Milan en 1860 pour l'exécution de l'article 7 du Traité de Zurich;

2° Les dettes ajoutées au Monte Lombardo-Veneto depuis le 4 juin 1859 jusqu'au jour de la conclusion du présent Traité;

3° Une somme de trente cinq millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, pour la partie de l'emprunt de 1854 afférente à la Vénétie et pour le prix du matériel de guerre non transportable. Le mode de paiement de cette somme de trente cinq millions de florins, valeur autrichienne, argent effectif, sera, conformément au précédent du Traité de Zurich, déterminé dans un article additionnel.

Article VII.

Une Commission composée des délégués de l'Italie, l'Autriche et la France procédera à la liquidation des différentes catégories énoncées dans les deux premiers alinéas de l'article précédent en tenant compte des amortissements effectués et des biens, capitaux, de toute espèce, constituant les fonds d'amortissement. Cette Commission procédera au règlement définitif des comptes entre les Parties contractantes et fixera le temps et le mode d'exécution de la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.

Article VIII.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie succède aux droits et obligations résultant des contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Article IX.

Le Gouvernement Autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les habitants du territoire cédé, par les communes, établissements publics et corporations religieuses, dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations. De même les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses du territoire cédé, seront exactement remboursés par le Gouvernement Italien.

Article X.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le Gouvernement Autrichien sur le territoire cédé dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée et nommément les concessions résultant des contrats passés en date du 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

Le Gouvernement Italien reconnaît et confirme également les dispositions de la Convention passée le 20 novembre 1861 entre l'Administration autrichienne et le Conseil d'administration de la Société des chemins de fer d'Etat du Sud lombardo-vénitiens et central-italiens, ainsi que la Convention passée le 27 février 1866 entre le Ministère Impérial des finances et du commerce et la Société autrichienne du Sud.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité le Gouvernement Italien est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le Gouvernement Autrichien des Conventions précitées, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au Gouvernement Autrichien à l'égard de ces chemins de fer est transféré au Gouvernement Italien.

Les paiements qui restent à faire sur la somme due à l'Etat par les concessionnaires, en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le Trésor autrichien. Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs de même que les indemnités pour expropriations de terrains se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés, pour le compte de l'Etat, qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le Gouvernement Autrichien, et, pour autant qu'ils y sont tenus en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du Gouvernement Autrichien.

Article XI.

Il est entendu que le recouvrement des créances résultant des paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16 du contrat du 14 mars 1856 ne donnera à l'Autriche aucun droit de contrôle et de surveillance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer dans le territoire cédé. Le Gouvernement Italien s'engage de son côté à donner tous les renseignements qui pourraient être demandés, à cet égard, par le Gouvernement Autrichien.

Article XII.

Afin d'étendre aux chemins de fer de la Vénétie les prescriptions de l'article 15 de la Convention du 27 février 1866, les Hautes Puissances contractantes s'engagent à stipuler aussitôt que faire se pourra, de concert avec la Société des chemins de fer du Sud autrichiens, une Convention pour la séparation administrative et économique des groupes de chemins de fer vénitiens et autrichiens.

En vertu de la Convention du 27 février 1866 la garantie que l'Etat doit payer à la Société des chemins de fer autrichiens du Sud devra être calculée sur la base du produit brut de l'ensemble de toutes les lignes vénitiennes et autrichiennes constituant le réseau des chemins de fer du Sud autrichiens actuellement concédé à la Société. Il est entendu que le Gouvernement Italien prendra à sa charge la partie proportionnelle de cette garantie qui correspond aux lignes du territoire cédé, et que pour l'évaluation de cette garantie on continuera à prendre pour base l'ensemble du produit brut des lignes vénitiennes et autrichiennes concédées à ladite Société.

Article XIII.

Les Gouvernements d'Italie et d'Autriche, désireux d'étendre les rapports entre les deux Etats, s'engagent à faciliter les communications par chemins de fer et à favoriser l'établissement de nouvelles lignes pour relier entre eux les réseaux italien et autrichien.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique promet en outre de hâter autant que possible l'achèvement de la ligne du Brenner destinée à unir la vallée de l'Adige avec celle de l'Inn.

Article XIV.

Les habitants ou originaires du territoire cédé jouiront, pendant l'espace d'un an à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits, et de se retirer avec leurs familles dans les Etats de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire cédé.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé établis dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Les individus qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les Etats respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les individus originaires du territoire cédé qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité, se trouveront hors de territoire de la Monarchie Autrichienne.

Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la Monarchie.

Article XV.

Les sujets lombardo-vénitiens faisant partie de l'armée autrichienne seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique seront libres de le faire et ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires du Royaume Lombardo-Vénitien qui manifesteront l'intention de rester au service de l'Autriche.

Les employés civils originaires du Royaume Lombardo-Vénitien auront le choix, soit de rester au service de l'Autriche, soit d'entrer dans l'administration italienne, auquel cas le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage, soit à les placer dans des fonctions analogues à celles qu'ils occupaient, soit à leur allouer des pensions dont le montant sera fixé d'après les lois et règlements en vigueur en Autriche.

Il est entendu que les employés dont il s'agit seront soumis aux lois et règlements disciplinaires de l'administration italienne.

Article XVI.

Les officiers d'origine italienne, qui actuellement se trouvent au service de l'Autriche, auront le choix, ou de rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, ou d'entrer dans l'armée de Sa Majesté le Roi d'Italie avec les grades qu'ils occupent dans l'armée autrichienne, pourvu qu'ils en fassent la demande dans le délai de six mois à partir de l'échange des ratifications du présent Traité.

Article XVII.

Les pensions tant civiles que militaires régulièrement liquidées et qui étaient à la charge des caisses publiques du Royaume Lombardo-Vénitien, continueront à rester acquises à leurs titulaires et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées à l'avenir par le Gouvernement de Sa Majesté Italienne.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé, et dont les traitements, acquittés jusqu'en 1814 par le Gouvernement des provinces lombardo-vénitiennes de cette époque, sont alors tombés à la charge du Trésor autrichien.

Article XVIII.

Les archives des territoires cédés contenant

APPENDICE

BIBLIOGRAFIA ARTISTICA

IL DUOMO DI ORVIETO

Illustrato e descritto per Ludovico Luzi.
(Firenze, 1866)

Uno dei monumenti di cui può andar superba l'Italia, sia per la bellezza delle linee architettoniche, sia per la splendidezza degli adornamenti che lo abbelliscono in ogni sua parte, è il Duomo di Orvieto. Innalzato con i disegni di Lorenzo Maitani, senese, in sul cominciare del XIV secolo, arricchito con le opere dei più illustri artefici dei secoli successivi, con la sua grandezza, maestà e bellezza, attesta tutta la potenza dei liberi comuni che tanto splendore riversarono sull'Italia con la loro vita rigogliosa, originale, creatrice di un progresso nuovo, spontaneo, moderno.

«Il Duomo di Orvieto, così scriveva l'ingegnere Cagnacci nel 1865 (*), non si può studiare nelle descrizioni, nelle rappresentazioni grafiche esistenti fin ora. Chi brama comprenderlo nelle sue bellezze e nei suoi difetti bisogna che vi si trasferisca. Io l'ho visitato dopo cinque secoli e mezzo della sua esistenza, e mercè della generosità, dello zelo, dell'opera che vi presiede, la sua facciata mi è apparsa gaia, nitida come uscì dalle mani di quei primi bravi scultori. Per essa si profondono ricchezze, per essa due grandiosi laboratorii, uno di musaici, l'altro di scultura, continuamente sono in azione. Tutto sorprende all'esterno. Anche il lastrico della piazza è un rozzo mosaico; una gradinata di marmo conduce su di una piazza pensile sulla quale immediatamente sorgono le muraglie di ambito del Duomo e la sua famosa facciata.» E l'ammirazione per un monumento di tanto merito non è di oggi soltanto, imperocchè il Vasari nelle sue storie ci narra, che Giotto passando per Orvieto nella sua andata a Napoli, restò siffattamente ammirato delle sculture di Agostino ed Agnolo da Siena da prenderne argomento per raccomandarlo a Pier Saccone Tarlati da Pietramala il quale commise loro la sepultura del vescovo Guido signore d'Arezzo, opera mirabile che ancora si vede nella cattedrale di quella città; e Donatello narrava a Brunellesco e ad altri maestri, ragionando di sculture e di antichità, di aver fatta la strada d'Orvieto per vedere quella facciata del Duomo tanto celebrata.

Questa bellissima cattedrale, varia negli accessorii perchè variamente operati, varia nelle sue parti perchè variamente destinate, varia anche nella rappresentazione dei soggetti scolpiti nella sua fronte, ed *una* nel suo assieme perchè destinata a rivelarci unicamente, nella sua maggiore estensione, il carattere dell'età in cui fu costruita, riesce importantissima per il suo pregio artistico e per il suo valore storico. Infatti oltre di offrirci esempi inimitabili del bello in tutte le arti del disegno, il Duomo d'Orvieto ci dà la rappresentazione di tutti gli elementi costituenti la civiltà del medio evo. Simile in ciò alla *Divina Commedia* sua contemporanea, con stile però e favella diversa, ci ripete la stessa cronaca medioevana a noi narrata da Dante, e ci rivela tutte le cognizioni scientifiche possedute da quell'epoca maravigliosa e non ancora abbastanza studiate e comprese.

Cicognara, d'Agincourt, Rossini, ma più particolarmente e più diffusamente il Padre Guglielmo Della Valle, illustrarono con i loro scritti il Duomo di Orvieto. Quest'ultimo parlò più come storico che come estetico, ed ebbe il merito di pubblicare per il primo molti documenti, dai quali ci fu dato conoscere non pochi artisti, il cui nome era precedentemente ignorato; ma a quel dotto frate mancò spesso quella diligenza necessaria a ben fare, e che è dote principale dei ricercatori di storiche notizie. Per la qual cosa alcuni documenti sono mozzi senza plausibile ragione di scusa, alcune date sono sbagliate, e del molto da pubblicarsi utilmente, molto lasciò inavvertito od accennò di fuga.

« Un desiderio pertanto era sorto (così dà ragione del suo lavoro il Luzi) di vedere una compiuta descrizione ed illustrazione del monumento d'Orvieto, ciò che d'altra parte non fu il vero scopo del Della Valle che limitossi, come fu detto, a scriverne la storia. Per quanto nella consapevolezza di mie scarse forze non mi credessi da tanto di bene adempire a quel desiderio, nondimeno il mio lungo amore sul monumento medesimo fecemi vincere ogni esitazione. Ed in quanto ai documenti mi posi a rovistare gli archivii per non ometterne veruno che importasse all'oggetto, e per riportarli fedelmente e nella loro interezza, aggiungendovi note e schiarimenti dove il bisogno lo richiedeva. »

L'opera di cui parliamo si divide in due parti distinte. Descrittiva la prima; storica l'altra. Nella prima di esse il Luzi ci si dimostra minuto, accurato sì, ma diffuso talvolta, e, più che non vorremmo rettorico. Egli si è lasciato troppo trasportare dal desiderio di mostrarsi erudito in letteratura, senza contare che una descrizione per quanto ben fatta ella sia, è vinta a gran pezza in opere di arte da due segni di lapis o da due tocchi di pennello. L'effetto estetico destato nell'animo dello spettatore da un monumento si opera non per mezzo di una analisi faticosa, minuta, ma per quello di una sintesi rapidissima, istantanea che lo colpisce, lo trasporta, lo inebria.

Così, questa parte per quanto ben fatta e precisa, riesce a parer mio insufficiente a dare un chiaro concetto dell'opera artistica, e meglio sarebbe acconcia a servire d'illustrazione o dichiarazione complementaria ad una serie di tavole riproducenti le diverse parti del monumento, tanto nel loro assieme come nei loro principali dettagli. E tanto più a ciò servirebbe opportunamente inquantochè mancando in essa la critica estetica delle singole opere, la descrizione che di esse si fa viene a scemare d'importanza, riuscendo poco utile per chi non vide quel Duomo, e diffusa troppo per chi la prendesse a guida nel monumento medesimo.

Diremo adunque, che la parte nuova, sostanziale e veramente importante è quella dei documenti che sommano a 180, e vanno dal 1310 al 1131; fra i quali ve ne hanno molti, preziosi per la luce che spargono sulla vita di alcuni artisti mal noti; ed altri che compiono la cronologia di alcuni notissimi, la vita operosa dei quali è necessario sia passo passo seguita dallo storico per evitare non solo gli errori di date, che sarebbe poco male, ma quelli di giudizio, che è peggio.

Noi non avemmo occasione di visitare l'archivio del Duomo di Orvieto, nè ragioni per scartabellarne le carte, e vorremmo credere ciecamente che il signor Luzi abbia veduti e pubblicati tutti i documenti risguardanti l'opera illustrata; ma un dubbio ci sorge in mente nel vedere che alcuni documenti ricavati da quell'archivio e già pubblicati dal Milanesi e dal Bicchierai, non hanno trovato luogo fra quelli che ci vengono dati nel libro ricordato. Quelli del Milanesi si riferiscono alla condotta ed al licenziamento di Andrea Orgagna dall'ufficio di capo maestro del Duomo (1358-1360); l'altro del Bicchierai, giustificherebbe il Perugino del suo mancare di parola agli Orvietani che lo avevano chiamato a dipingere la cappella di San Brizio, ed è il seguente:

« Amici carissimi salute. Noi havemo a li ser-
« vitij nostri maestro *Petro Perugino* pintore,
« lo quale fra pochi mesi ha da finire alchune
« opere che ha principiato in casa nostra. Et
« perchè lui è obligato etiam a quella comunità
« vostra, noi pregassimo qui li oratori vostri
« volesseno operare apresso di voi, che dicto
« maestro *Pietro* non li fussi dato molestia,
« per voi, et chel gli fussi reservato el luoco suo
« insino che havesse finita la opera nostra. Et
« cossì per li dicti oratori vostri ci fu promesso
« di fare liberamente quanto gli richiedevamo.
« Al presente dicto maestro *Piero* ci ha facto
« intendere che voi, contra la promissione ad
« noi facta, volite mettere e substituire in loco
« suo a la dicta vostra opera un'altro pintore:
« il che certo ci è di summa admiratione, per-
« chè noi ci persuadevamo che in magiore cosa
« ce havesti ad compiacere, come ricerca lo
« amore che a quella comunità sempre havemo
« portato. Et pertanto etiam per questa ve exhor-
« tiamo et preghiamo, vogliate ad contempla-
« tione nostra, reservare el loco suo al dicto
« maestro *Pietro* et non lo molestare altramente
« insino a la expeditione de le cose nostre che
« serà in breve tempo. Et facendolo, noi lo re-
« ceperemo da voi per cosa gratissima. Bene
« valete. Romae die ij junij MCCCCLXXXXij —
« *Julianus* Episcopus Card. Sancti Petri ad
« Vincula — Major penitentiarius. »

(Fuori) Sp.^{bus} viris Prioribus Consilio et Communi civitatis Urbevetane, amicis nostris carissimis.

E siccome pregii principali di simil sorta di opere sono la esattezza e lo scrupolo con cui si prende in esame quanto è stato detto da altri sull'argomento trattato, ci duole di non vedere riportato nella controversia, su i bassorilievi della facciata la opinione di uno storico moderno, del *Cavalcaselle,* opinione di molto peso perchè si poggia sullo studio accurato dell'arte e sulla cognizione profonda della maniera dei singoli artisti della scuola pisana.

Contuttociò il signor Luzi è da lodarsi grandemente per questo suo lavoro, avendo portato anch'esso una pietra di più all'edifizio tuttavia incompleto della storia dell'arte italiana. E così sorgessero molti, i quali, togliendo ad illustrare un monumento nazionale, col pubblicare quante più notizie potessero a quello relative, completerebbero molte lacune, e stabilirebbero con certezza le filiazioni delle scuole diverse mostrando con dati positivi ed irrecusabili il legame delle medesime e le influenze che vi esercitarono gli artisti sommi chiamati da un luogo all'altro a dar prova del loro valore in pro della religione e del nazionale decoro.

P. D'Ambra.

(*) *Il Duomo d'Orvieto*, lettere dell'ingegnere F. Cagnacci a Jacopo Cavallucci, direttore del giornale *Le Arti del Disegno.* Anno 1865.

les titres de propriété, les documents administratifs et de justice civile, ainsi que les documents politiques et historiques de l'ancienne République de Venise, seront remis dans leur intégrité aux commissaires qui seront désignés à cet effet, auxquels seront également consignés les objets d'art et de science spécialement affectés au territoire cédé.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant les territoires autrichiens, qui peuvent se trouver dans les archives du territoire cédé, seront remis dans leur intégrité aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Les Gouvernements d'Italie et d'Autriche s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le territoire cédé et les pays contigus.

Ils s'engagent aussi à laisser prendre copie authentique des documents historiques et politiques qui peuvent intéresser les territoires restés respectivement en possession de l'autre Puissance contractante, et qui, dans l'intérêt de la science, ne pourront être séparés des archives auxquelles ils appartiennent.

Article XIX.

Les Hautes Puissances contractantes s'engagent à accorder réciproquement les plus grandes facilités douanières possibles aux habitants limitrophes des deux pays pour l'exploitation de leurs propriétés et l'exercice de leurs industries.

Article XX.

Les traités et conventions qui ont été confirmés par l'article 17 du Traité de paix signé à Zurich le 10 novembre 1859 rentreront provisoirement en vigueur pour une année, et seront étendus à tous les territoires du Royaume d'Italie. Dans le cas où ces traités et conventions ne seraient pas dénoncés trois mois avant l'expiration d'une année à partir de l'échange des ratifications, ils resteront en vigueur, et ainsi d'année en année.

Toutefois les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre dans le terme d'une année ces traités et conventions à une révision générale afin d'y apporter d'un commun accord les modifications qui seront jugées conformes à l'intérêt des deux pays.

Article XXI.

Les deux Hautes Puissances contractantes se réservent d'entrer, aussitôt que faire se pourra, en négociations pour conclure un traité de commerce et de navigation sur les bases les plus larges pour faciliter réciproquement les transactions entre les deux pays.

En attendant, et pour le terme fixé dans l'article précédent, le Traité de commerce et de navigation du 18 octobre 1851 restera en vigueur et sera appliqué à tout le territoire du Royaume d'Italie.

Article XXII.

Les Princes et les Princesses de la Maison d'Autriche, ainsi que les Princesses qui sont entrées dans la Famille Impériale par voie de mariage, rentreront, en faisant valoir leurs titres, dans la pleine et entière possession de leurs propriétés privées, tant meubles qu'immeubles, dont ils pourront jouir et disposer sans être troublés en aucune manière dans l'exercice de leurs droits.

Sont, toutefois, réservés tous les droits de l'État et des particuliers à faire valoir par les moyens légaux.

Article XXIII.

Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche déclarent et promettent que, dans leurs territoires respectifs, il y aura pleine et entière amnistie pour tous les individus compromis à l'occasion des événements politiques survenus dans la Péninsule jusqu'à ce jour. En conséquence, aucun individu de quelque classe ou condition qu'il soit ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou sa propriété ou dans l'exercice de ses droits en raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Article XXIV.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne le trois du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent soixante six.

(L. S.) L. F. MENABREA.
(L. S.) WIMPFFEN.

Article additionnel.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage envers le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à effectuer le paiement de trente cinq millions de florins, valeur autrichienne, équivalant à quatre-vingt sept millions cinq cent mille francs, stipulés par l'article 6 du présent Traité, dans le mode et aux échéances ci-après déterminés.

Sept millions seront payés en argent comptant moyennant sept mandats ou bons de trésor à l'ordre du Gouvernement Autrichien, chacun d'un million de florins, payables à Paris au domicile d'un des premiers banquiers ou d'un établissement de crédit de premier ordre, sans intérêts, à l'expiration du troisième mois à dater du jour de la signature du présent Traité, et qui seront remis au Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le paiement de vingt-huit millions de florins restant aura lieu à Vienne en argent comptant moyennant dix mandats ou bons de trésor à l'ordre du Gouvernement Autrichien, payables à Paris à raison de deux millions huit cent mille florins, valeur autrichienne, chacun, échéants de deux en deux mois successifs. Ces dix mandats ou bons de trésor seront de même remis au Plénipotentiare de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique lors de l'échange des ratifications.

Le premier de ces mandats ou bons de trésor sera échéable deux mois après le paiement des mandats ou bons de trésor pour les sept millions de florins ci-dessus stipulés.

Pour ce terme, comme pour tous les termes suivants, les intérêts seront comptés à 5 pour cent à partir du premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications du présent Traité.

Le paiement des intérêts aura lieu à Paris à l'échéance de chaque mandat ou bon de trésor.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité de ce jour.

Vienne, le 3 octobre 1866.

(L. S.) L. F. MENABREA.
(L. S.) WIMPFFEN.

Noi, avendo veduto ed esaminato il Trattato di pace qui sovrascritto, lo abbiamo approvato, accettato, ratificato e confermato, come per le presenti lo approviamo, accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo osservare inviolabilmente. In fede del che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il grande sigillo delle Nostre armi. Date in Torino addì sei del mese di ottobre l'anno del Signore mille ottocento sessantasei e del Regno Nostro il decimo ottavo.

VITTORIO EMANUELE.

(L. S.)

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro segretario di Stato per gli affari esteri
VISCONTI VENOSTA.

Con decreto di S. A. R. il Principe Luogotenente, del 15 scorso settembre il commendatore Errico Rocci, segretario generale del Ministero di agricoltura, industria e commercio in aspettativa per motivi di salute, venne collocato a riposo.

Movimento avvenuto nel personale dell'Amministrazione del lotto pubblico nei mesi di giugno, luglio ed agosto:

Albino Luigi, ispettore di 1ª classe, collocato a riposo;

Millo Carlo, id. di 3ª classe, id.;

Cestaro Pasquale, id. id., id.;

Sartorio Salvatore, sotto ispettore di 3ª classe, id.;

Carino Matteo, id. id., id.;

Giannini Giovanni, id. id., id.;

Garaffa Giuseppe, commesso di 1ª classe nella direzione di Palermo, collocato in disponibilità per riduzione di ruolo;

Talamo Francesco, id. di 3ª classe id. di Napoli, id. id.;

Mucciardo Giovanni, id. id. id., id. id.;

Pucciarini Fortunato, id. id. di Bologna, id. idem;

Arrigotti Raffaele, id. di 4ª classe id. di Napoli, id. id.;

La Marra Francesco, id. id. id., id. id.

Rosselli Emilio, id, id. id., id. id.:

Califano Giovanni,, id. di 5ª classe id. id., id. idem;

De Pascale Michele, id. id. id., id. id.;

Di Angelo Luigi, id. id. id., id. id.;

Marchesini Pellegrino, id. id. di Bologna, id. idem;

Zuffi Gaetano, id. id. id., id. id.;

Fieroni Virgilio, id. di 6ª classe id. di Firenze, id. id.;

Nacar Luigi, id. id. di Napoli, id. id.;

Marinuzzi cav. Gio. Batt., direttore di 1ª classe a Bologna, traslocato a Bari;

Millo cav. Giovanni, ispettore di 1ª classe nella direzione di Palermo, nominato primo ispettore reggente nella direzione di Napoli;

Albanese Giovanni, primo segretario di 2ª classe id. di Bologna, nominato ispettore di 1ª classe id. di Bari;

Castaldi Gio. Batt., ispettore di 3ª classe id. di Palermo, promosso alla 2ª classe;

Cutelli Achille, id. id. di Milano, id.;

Basso Michele, id. id. di Bologna, traslocato a Bari;

Alcozer Gaetano, id. id. id., id. id.;

Tarchiani Adriano, ispettore di 3ª classe reggente id. di Firenze, nominato alla effettività del posto;

Provenzale Luigi, segretario di 1ª classe id. di Torino, nominato ispettore di 3ª classe ivi;

Arceri Giuseppe, id. di 2ª classe nel Ministero delle finanze, id. nella direzione di Palermo;

Billeci Antonio, sotto ispettore di 2ª classe nella direzione di Torino, nominato ispettore di 3ª classe reggente id. di Napoli;

Marinuzzi Giuseppe, id. id. di Napoli, id. id. idem;

Farulli Telemaco, id. id. id., promosso alla 1ª classe;

Luciano Cesare, id. di 3ª classe id. di Torino, promosso alla 2ª classe;

Verga Antonio, id. id. di Milano, id.;

Cuboni Luigi, id. id. di Bologna, troslocato a Milano;

Moy Gio. Batt. id. id. id., id. id.;

Tedeschi Pietro, id. id. id., id. a Torino;

Venuto Antonio, id. id. di Napoli, id. a Firenze;

Indelicato Gerolamo, commesso di 1ª classe id. di Palermo, nominato sotto ispettore di 3ª cl. nella Direzione di Napoli;

Li Donni Mariano, id. id. id., id. id.;

Savio Giuseppe, id. id. di Milano, id. id. di Firenze;

Baggi Giobbe, id. id. id., id. id. di Bari;

Defabiani Giacomo, id. id. di Napoli, id. id. id.;

Pizzati Guglielmo, id. id. id., id. id. id.;

Bruno Rosario, impiegato in disponibilità, id. id. id.;

Gobbato Luigi, primo segretario di 2ª classe nella Direzione di Napoli, promosso alla 1ª cl.;

Pessuti Enrico, primo segretario di 2ª classe reggente id. di Firenze, nominato alla effettività del posto;

Zuffi Francesco, ispettore di 3ª classe id. di Napoli, nominato primo segretario di 2ª classe reggente nella Direzione di Bari;

Ferrario Francesco, segretario di 2ª classe id. di Milano, promosso alla 1ª classe;

Tommesani Luigi, id. id. di Bologna, nominato segretario di 1ª classe nella Direzione di Bari;

Barbalonga Pietro, segretario di 3ª classe id. di Napoli, promosso alla 2ª classe;

Carron Ceva avv. Francesco, applicato di 1ª classe nel Ministero delle finanze, nominato segretario di 2ª classe nella Direzione di Torino;

Pescetti Pietro, sotto ispettore di 3ª classe nella Direzione di Firenze, nominato segretario di 3ª classe ivi;

La Vecchia Giuseppe, commesso di 1ª classe id. di Palermo, id. nella Direzione di Napoli;

Di Lorenzo Nicolò, commesso di 2ª classe id. di Napoli, promosso alla 1ª classe;

Maggio Gaetano, id. id. di Palermo, id.;

Gianferrara Francesco, id. id. id., id.;

Li Donni Nicolò, id. id. id., id.;

Gallo Francesco, id. id. id., id.;

Palomberi Gaetano, id. id. id., id.;

Piazza Giuseppe, id. id. id., traslocato a Firenze;

Bertani Quirino, id. id. di Bologna, id. a Milano;

Albino Vito, id. id. id, id. a Palermo;

Bocci Michelangelo, id. id. di Torino, id. a Bari;

Bardelli Pompeo, commesso di 3ª classe id. di Milano, promosso alla 2ª classe;

Zanotti Bonaventura, id. id. id., id.;

Grugnetti Giovanni, id. id. id., id.;

Fusi Carlo, id. id. id., id.;

Stancampiano Vincenzo, id. id. id., id.;

Roberti Salvatore, id. id. di Palermo, id.;

Prost Francesco, id. id. id., id.;

Fernandez Giov. Antonio, id id. id., id.;

Catalano Francesco Paolo, id. id. id., id.;

La Vecchia Giovanni, id. id. id., id.;

Di Fede Giovanni, id. id. id., id.;

Alcozer Antonino, id. id. id., id.;

Lo Piccolo Luigi, id. id. id., id.;

Aprile Paolo, id. id. id., id.;

Gizio Pasquale, id. id. id., id.;

Carucci Ignazio, id. id. di Napoli, id.;

Jovine Rosario, id. id. id., id.;

Gialanzè Tommaso, id. id. id., id.;

Pluisette Lorenzo, id. id. id., id.;

Giuliano Gaetano, id. id. id., id.;

Quattrocchi Gaetano, id. id. di Palermo, nominato commesso di 2ª classe nella Direzione di Firenze;

Cuzzani Giuseppe, id. id. di Bologna, id. id.;

Palmieri Giuseppe, id. id. di Napoli, id. di Bari;

Biccari Luigi, id. id. id., id. di Palermo;

Fedele Domenico, id. id. id., id. id.;

Cipro Vincenzo, id. id. id., id. id.;

Aloe Rosolino, id. id. id., traslocato a Bari;

Gulì Giovanni, id. id. id., id. id.;

Chiesa Innocenzo, id. id. id., id. a Torino;

Mustorgi Luigi, id. id. id., id. a Milano;

Fortunati Gaetano, id. id. di Bologna, id. id.;

Valesi Napoleone, id. id. id., id. id.;

Gaudenzi Enrico, id. id. id. id., id. id.;

Porta Felice, id. id. di Palermo, id. a Firenze;

Cottita Salvatore, id. id. di Milano, id. id.;

Patorno Filippo, id. id. di Firenze, id. a Palermo;

Martello Pasquale, commesso di 4ª classe id. di Napoli, promosso alla 3ª classe;

Capuano Gaetano, id. id. id., id.;

Ippolito Vincenzo, id. id. id., id.;

Annitto Luigi, id. id. id., id.;

Bonfantino Filippo, id id. id., id.;

Migliaccio Camillo, id. id. id., id.;

Gioia Giovanni, id. id. id., id.;

Chiaramonte Giovanni, id. id. di Palermo, id.;

Lauria Arcangelo, id. id. id., id.;

Maggio Mariano, id. id. id., id.;

Massa Stefano, id. id. id., id.;

Somma Francesco, id. id. id., id.;

Cesari Ezio, id. id. di Torino, id.;

Tosetti Luigi, id. id. id., id.;

Corti Gustavo Adolfo, id. id. di Milano, id.;

Piatti Guglielmo id. id. id., id.;

Tonina Antonio, id. id. id., id.;

Gartner Luigi, id. id. di Firenze, id.;

Pucciarini Gaetano, id. id. di Bologna, nominato commesso di 3ª classe nella direzione di Firenze;

D'Amore Vincenzo, id. id. di Napoli, id. di Bari;

D'Orso Eugenio, id. id. id., id. di Palermo;

Capuano Luigi, id. id. id., traslocato a Bari;

Bozzoni Francesco, id. id. id., id. id.;

Minervini Ernesto, id. id. id., id. a Firenze;

Varini Giacomo id. id. di Bologna, id. a Milano;

Castelli Ettore, id. id. id., id. id.;

Pollacci Vito, id. id. di Palermo, id. id.;

D'Antonio Gennaro, id. id. di Milano, id. a Napoli;

Latini Alessandro, commesso di 5ª classe id. di Firenze, promosso alla 4ª classe;

Bianucci Ernesto, id. id. id., id.;

Della Fonte Leonardo, id. id. id.;

Bertini Carlo, id. id. id, id. id.;

Battistoni Eugenio, id. id. id., id.;

Carraresi Antonio, id. id. id., id.;

De Ruitz Camillo, id. id. id., id.;

Marchello Antonino, id. id. di Palermo, id.;

Rapisardi Giuseppe, id. id. id., id.;

Bivona Pietro, id. id. id., id.;

Saggese Gesualdo, id. id. di Napoli, id.;

Vittiglio Francesco, id. id. id., id.;

Della Monica Vincenzo, id. id. id., id.;

Maurici Leopoldo, id. id. id., id.;

Mandino Nicola, id. id. id., id.;

Guerasio Ignazio, id. id. id., id.;

Ugolino Domenico, id. id. id., id.;

Gallucci Giovanni, id. id. id., id.;

Barba Giovanni, id. id. id., id.;

D'Antonio Raffaele, id. id. id., id.;

Falcone Giovanni, id. id. id., id.;

Verrone Luigi, id. id. id., id.;

Ravasini Domenico, id. id. di Milano, id.;

Pezzi Giuseppe, id. id. id., id.;

Gandini Luigi, id. id. id., id.;

Rossi Giuseppe, id. id. id., id.;

Pennacchi Giulio, id. id. di Bologna, nominato commesso di 4ª classe nella direzione di Bari;

Ceccoli Lodovico, id. id. id., id. id.;

Negri Carlo, id. id. id., id. id.;

Borsi Luigi, id. id. id, id. di Milano;

Agusta Rosolino, id. id. di Napoli, id. di Bari;

Pipitò Gennaro, id. id. id., id. id.;

Ricciardi Ignazio, impiegato in disponibilità, id. di Napoli;

Cardinali Tancredi, commesso di 5ª classe nella direzione di Bologna, traslocato a Firenze;

Bertolini Gaetano, id. id. di Napoli, id. a Bari;

Della Gaggia Giovanni, id. id. id., id. id.;

Aletta Gennaro, id. id. id., id. id.;

Guli Salvalore, id. id. id., id. id.;

Di Lorenzo Emanuele, id. id. id., id. id.;

Baisi Ferdinando, id. id. id., id id.;

Provenzano Rosario, id. id. id., id. id.;

Mira Michele, id. id. id., id. id.;

Cipri Gaetano, id. id. di Palermo, id. a Napoli;

Insenga Ruggero, id. id. di Napoli, id. a Palermo;

Bonelli Beniamino, id. id. id., id. id.;

Cianchi Tito, id. id. di Milano, id. a Firenze;

Rizzo Stefano, id. id. di Torino, id. a Napoli;

Librino Giuseppe, id. id. id., id. id.;

Minutilla Giuseppe, id. id. di Firenze, id. a Palermo;

Manicastri Vincenzo, id. id. di Milano, id. a Torino;

Bertolotti Francesco, id. id. id., id. a Bari;

Cammarata Nicolò, id. id. id., id. id.;

Mucoli Vincenzo, id. id. di Torino, id. a Palermo;

Montuori Gennaro, id. id. di Firenze, idem a Bari;

Di Lorenzo Giuseppe, commesso di 6ª classe id. di Palermo, promosso alla 5ª classe;

Gallegra Mineo Filippo, id. id. id., id.;

Riccomanni Giuseppe, id. id. di Firenze, id.;

Arceri Antonino, id. id. di Palermo, nominato commesso di 5ª classe nella direzione di Firenze;

Miale Francesco, id. id. di Napoli, id. di Bari;

Mignone Vincenzo, impiegato in disponibilità, id. id.;

Papotti Vincenzo, id., id. id.;

Tramontano Luigi, commesso di 6ª classe nella direzione di Napoli, traslocato a Bari;

Rinforzi Luigi, id. id. id., id. id.;

Ciampaglia Fulvio, id. id. id., id. id.;

Coglitore Giov. Battista, id. id. id., id. id.:

Rapisardi Andrea, id. id. id., id. id.,

Campanile Francesco Paolo, id. id. id., id. id.;

Basilone Giovanni, id. id. id., id. id.;

Bossio Carlo, id. id. id., id. id.;

Barricelli Gennaro, id. id. id., id. id.;

Trama Vincenzo, id. id. id., id. id.;

Battalà Federico, id. id. id., id. id.;

Persico Federico, id. id. id., id. id.;

De Simone Tito, id. id. id., id. id.;

Colangelo Gaetano, id. id. id., id. id.;

Napodamo Federico, id. id. id., id. id.;

Nardi Luigi, id. id. id., id. id.;

Vecchione Luigi, id. id. id., id. id.;

Pappacena Giuseppe, id. id. id., id. id.;

Picciotto Giuseppe, id. id. id., id. id.;

Lo Verde Giuseppe, id. id. id., id. a Palermo;

Maggio Salvatore, id. id. id., id. id.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso alla cattedra di botanica nella R. Università di Napoli.

A norma degli articoli 13, 14, 15, 16, 17 e 18 della legge 16 febbraio 1861 sulla istruzione superiore nelle provincie napoletane, è aperto il concorso per la nomina del professore di botanica e direttore dell'orto botanico nella R. Università di Napoli.

Esso avrà luogo nell'Università predetta.

Gli aspiranti vorranno presentare le loro domande e i loro titoli nelle forme volute dalle discipline vigenti, a questo Ministero della pubblica istruzione entro tutto il mese di dicembre del corrente anno.

Firenze, 22 agosto 1866.

Il Direttore capo della divisione 3ª
S. GATTI.

ESPOSIZIONE UNIVERSALE DEL 1867
A PARIGI.

Commissione Reale Italiana.

Espositori italiani — Domande d'ammissione.

Bollettino N° 2.

Nel giorno 11 ottobre pervenne alla Commissione Reale il seguente numero di domande:

Dalla Sotto-Commissione di Reggio di Calabria . . . . N° 7

Totale . . . . N° 7
Totale precedente . . . . » 19

In complesso . . . . . N° 26

Firenze, 11 ottobre 1866.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Si legge nel *Times*:

Bright parlò sdegnosamente a Leeds, ma in mezzo alla solita farragine di declamazioni volgari espose chiaramente alcuni principii di politica riformatrice che meritano di essere esaminati accuratamente.

Nei passati dibattimenti e più che mai dopo quel tempo Bright si è professato assolutamente costituzionale. Egli vuole riordinare la Camera dei comuni secondo i principii della Costituzione inglese. Egli oppugnò le franchigie fantastiche e i nuovi intendimenti per calcolare la capacità elettorale, sempre invocando la Costituzione. Una volta anche asserì che i suoi intenti per questo rispetto procedevano da vere idee conservatrici, in quanto che egli pigliava le mosse dagli antichi sistemi per regolare il suffragio, mentre gli altri volevano introdurre de' cambiamenti ignoti finora al paese.

Egli dunque andò, con questi argomenti a Leeds e dichiarò che la Camera dei comuni, come è ora costituita non rappresenta il vero ramo popolare della legislatura secondo la teoria costituzionale. Non parla con la voce del popolo, contiene molti elementi che non sono popolari; non rappresenta de' numeri, ma la ricchezza, la intelligenza, la proprietà, la educazione, il privilegio. Alcuni suoi membri sono eletti da minoranze ridicole, che sono influenzate dai Pari o da altri che vanno per la maggiore. Non per uomini siffatti fu stabilita la Camera dei comuni, ma per manifestare l'opinione del popolo.

In tal guisa Bright non accenna a suscitare una rivoluzione, quando invoca una riforma. « Ci proponiamo infatti, egli disse, di ristaurare la rappresentanza e la franca e libera Costituzione inglese. »

È questa una dichiarazione di principii, ma vi sono alcuni fatti i quali non sembra che abbia ricordato il Bright. Il principio vero e fondamentale della nostra Costituzione, come è noto anco ai fanciulli, è che vi sono nel reame tre ordini. I tre ordini sono la Corona, i lords e i Comuni che sono coordinati con pari autorità. L'indole della Costituzione inglese vuole che nissuno di questi sia indipendente senza il consenso dell'altro, ma tutti cooperino per la formazione delle leggi. Il tempo e gli avvenimenti sifattamente trasformarono questa teoria che in pratica, uno di questi ordini, la Camera dei comuni, è la base precipua della legge e dell'ordine. È entrata nel potere degli altri, e non solo con opposizione, ma con compiacimento di tutti. Come ciò è avvenuto? Perchè la Costituzione della Camera dei comuni è stata adattata praticamente alle sue cresciute funzioni.

Se la Camera dei comuni ora parla non solo in nome dei comuni, ma di tutto lo Stato, della nobiltà, dei lords e di ogni classe privilegiata per l'educazione o l'opulenza, può dirsi che essa è la rappresentanza di tutte queste classi, il riflesso delle loro opinioni. Non è così vero come vuole Bright che il popolo non sia stato rappresentato negli ultimi dibattimenti, e in fatti i voti mostrarono che molti membri sarebbero andati anche più oltre di Bright.

La Corona e la Camera dei lords hanno sofferto assai più della Camera dei comuni. Se la purezza della Camera dei comuni ha patito danno per la introduzione di elementi eterogenei, le funzioni di quella dei lords sono una frazione della loro costituzione antica, mentre è caduto in disuso il veto della Corona. E questi mutamenti trovano adequato compenso come ora stanno le cose, ma se qualunque influenza, tranne la popolare, si esclude dalla Camera, ove andrà quella divisione di potere che la costituzione vuole che abbiano tutti i nostri ordini politici? Ora la Camera dei comuni rappresenta tutte le classi, invece di una sola, e funziona per tre classi invece che per una soltanto.

Sarà, anzi è incostituzionale che de' grandi e degli opulenti proprietari abbiano tanta voce nella Camera dei comuni, ma non è incostituzionale, al contrario, sta nella essenza della Costituzione che eglino abbiano in un luogo o nell'altro una voce eguale a quella dei comuni. E supponendo che questa esprimesse solamente i concetti delle classi operaie, Bright è preparato, a vedere annullati quei concetti, dalle disapprovazioni de' nobili e de' proprietari che sedessero soli? Eppure a questo verremmo se i veri principii della Costituzione si applicassero tanto ad un ramo che all'altro della legislatura.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Chi salva il paese e la Costituzione dagli assalti di Bright è il fatto che la classe media è opposta al suffragio universale, e Bright, come capo popolo, non le va molto a sangue. Egli non ha nissuna di quelle cose atte a meritargli la fiducia delle classi medie. Come liberale, la sua vita politica è una serie di svarioni e una sorgente di ridicolo. Come riformista, si è rivolto alla forza fisica; non è nemmeno inglese nel vero significato della parola. Non manca mai di abbassare e avvilire il suo paese. Per tutto vede libertà, giustizia, grandezza tranne, in Inghilterra, e anche il telegrafo transatlantico per lui suona un trionfo americano. La classe media dell'Inghilterra crede di aver fatto qualche cosa per quella grande impresa, ma secondo Bright « è Ciro Field, amico mio, che con la gomena ha riunito il nuovo mondo con l'antico ».

PRUSSIA. — Si legge nella *Zeit. Corrisp.*:

Va da sè che la questione dello Schleswig settentrionale deve essere innanzi tutto discussa fra i governi interessati prima che si faccia il menomo passo, per risolverla pacificamente, e che si ricorra ad una potenza straniera affinchè essa ne prenda pensiero.

La Danimarca e la Prussia sono i due Stati più direttamente interessati.

Il re di Prussia si obbligò a fornire alle popolazioni del ducato di Schleswig i mezzi per manifestare i loro voti sulla futura loro situazione politica.

Supponendo ora che queste popolazioni dichiarino effettivamente il loro desiderio di non più appartenere alla Prussia, bisognerà tener pronto per esse un asilo dove si possano ricoverare quando avranno rinunziato alla protezione della Prussia. In questo caso esse non dovranno formare uno Stato indipendente, ma esser cedute alla Danimarca.

Perciò è evidente che prima di dare occasione alle popolazioni dello Schleswig settentrionale di palesare i lor voti bisogna che il governo prussiano se la intenda col governo danese sulle questioni: 1° se quest'ultimo, nel caso che queste popolazioni si pronunziassero per la separazione dalla Prussia, sia pronto a riceverle nello Stato danese; 2° quali sarebbero le condizioni, nel caso che ne venissero poste da una parte o dall'altra a tal riguardo; 3° quale sarebbe la posizione che prenderebbero queste popolazioni state cedute.

L'ultima di queste condizioni è di grande rilievo, ed interessa molto da vicino la Prussia.

Lo Schleswig settentrionale sarebbe riunito semplicemente all'Jutland? sarebbe conservato il nome di Schleswig settentrionale, o quello di nord Schleswig? La Costituzione danese che è stata appena modificata, verrebbe modificata di nuovo?

Se noi siamo bene informati sinora non sarebbe occorso nulla fra il governo prussiano ed il danese che possa aver tratto in un modo qualunque ad uno scambio di opinioni su queste questioni.

Spetta al nostro governo il giudicare, se egli creda venuto il momento di entrare in trattative a tal riguardo.

Ma ad ogni modo si può andar convinti che la Prussia non ha l'intenzione di cavillare sulle disposizioni del trattato di Praga, o di frapporre alla sua esecuzione ritardi che non provenissero dalla natura stessa delle cose, tanto più che la Prussia sa più d'ogni altro che l'epoca di esplosioni pericolose per l'Europa non potrà esser considerata come terminata, che quando le convenzioni di Praga sieno eseguite in tutti i loro punti.

I risultati per la Prussia consacrati dal trattato di Praga sono troppo importanti, perchè il nostro governo non cerchi di torre da ogni dubbio ogni punto nato da questo trattato.

Aggiungiamo che queste stesse considerazioni hanno dato luogo a nuovi sforzi per prestare una nuova base di trattative colla Sassonia, e che, a quanto pare, questi sforzi saranno coronati di successo.

— Si legge nella *N. D. Zeit.* dell'8:

Oggi dopo la lettura della patente d'incorporazione il governatore civile, signor de Patow, ha tenuto il seguente discorso alle autorità riunite per questa cerimonia:

« Il momento in cui avviene questa modificazione deve esser molto commovente per voi, per i membri del Senato e del Consiglio, per le altre

persone qui riunite, e per i cittadini fin ora liberi di Francoforte, come lo deve essere per coloro che avevano stanza fra queste mura quali stranieri, e lo deve essere per la Germania e per tutti gli amici della storia tedesca; questo momento ha qualche cosa di commovente.

« Gli imperatori della Germania che formano una serie la quale abbraccia più di dieci secoli, vi guardano in questa sala dove stanno i loro ritratti dipinti da mani maestre; dall'alto di questo balcone dove venivano annunziate al popolo le elezioni, il cui risultato era soventi volte decisivo per la Germania, par il mondo.

Le strade di Francoforte, la costruzione particolare delle sue case ed i suoi magnifici edifizii fabbricati nei tempi moderni al culto ed alla scuola, alla scienza, alle belle arti, vi additano un grande passato, una vita municipale riccamente sviluppata.

« Ma, o signori, la storia del mondo non si guida giusta i sentimenti, giusta i ricordi: essa marcia sempre; nuovi tempi apportano nuove esigenze, le antiche forme devono cedere il posto alle nuove.

« Voi, signori, con tutti i già liberi cittadini di Francoforte avete perduta la vostra autonomia.

« È questa tale una perdita, che se lo volete, non può essere apprezzata; ma per questo vi è dato un compenso.

« Voi guadagnate una patria nel senso eminente in cui voi finora non ne avevate e non potevate averne una. Voi siete riuniti ad uno Stato, il quale nei tempi difficili ed anche or ora colla eccellente organizzazione del suo esercito, colla buona direzione e col valore delle sue truppe, col suo popolo in armi ha provato che può tenersi da se solo diritto, e sa proteggere dovunque sia i suoi diritti e quelli dei suoi cittadini.

« In avvenire voi non subirete più la storia del mondo, voi contribuirete a crearla.

« Voi diventate cittadini di uno Stato che primo ha compreso che era sorta un'epoca nuova, e seppe dare ciò che con mano energica ma moderata, dimandava questo tempo; che primo ruppe le catene imposte allo sviluppo nazionale ed economico, e ristabilì la libertà individuale, la libertà della proprietà, dell'industria, del commercio, l'inviolabilità del domicilio.

« Voi diventate cittadini di uno Stato, che primo, mercè la costituzione dello Zollverein, le convenzioni militari, postali, telegrafiche ed altre, ha portata la Germania all'unità almeno sotto molti rapporti, e tutti importanti.

« Voi diventate cittadini di uno Stato, dove la religione, l'istruzione, la scienza, le belle arti, il commercio e l'industria furono sempre coltivati con cura e protetti, dove la giustizia gode di una ben meritata riputazione, dove la amministrazione è ben regolata, è intelligente e benevola.

« La Prussia può offrirvi tutto questo, grazia ai suoi principi grandi e gloriosi, principi dei quali nissuno altro Stato possiede una si lunga serie mai interrotta.

« I cittadini di questo paese troveranno oramai un solido asilo e rifugio in un signore regale che governa con saviezza, con giustizia, con forza e dolcezza gli spossessati del suo gran regno.

« S. M. il Re vi ha annunziato in termini caldi dettati dal cuore ciò che egli vuole accordarvi, ciò che egli crede essere per voi.

« Stringete con sentimenti di fedeltà la mano che vi è offerta, diventata per lui ciò che voi potete essere per lui.

« Esprimete per la prima volta, come nuovi sudditi prussiani, il sentimento che anima il cuore di tutti i vecchi prussiani.

« Dio benedica — Dio conservi il Re.

« Unitevi tutti in questo grido — Viva S. M. Gugliemo il Re di Prussia. »

AUSTRIA. — Si legge nel *Wien. Journal*:

Non vi ha nulla di più contradditorio che di proclamare che si desidera una transazione coll'Ungheria, ma che ciò nulla meno si vuole mantenuta la Costituzione del febbraio ad onta che la Ungheria la respinga espressamente, e che le principali provincie di quà del Leitha non vogliano riconoscerla.

Si può credere che vi sia mezzo di stabilire un buon accordo fra i rappresentanti delle due parti della monarchia; ma bisogna che i rappresentanti dei paesi tedeschi e slavi cessino dal predicare esser essi i soli che hanno diritto di stare al potere.

Perchè per ciò solo che essi dichiarano di avere in lor mano avuto il potere legislativo, per ciò che riguarda l'Ungheria, non vi può essere questione d'un accordo, nè di trattative, nè manco di un ravvicinamento.

Il ristabilimento della Costituzione del febbraio sarebbe la completa negazione del diritto della Dieta ungherese, la quale considererebbe senza dubbio un tal fatto come un atto di ostilità.

Qualunque sieno le circostanze, non è una cosa facile l'arrivare ad una transazione coll'Ungheria; ma per raggiungere questo scopo vi sono molte strade. Il mezzo il più sicuro per allontanarsi da questo scopo si è il sognare a ristabilire la Costituzione del febbraio.

Diffatti non solo si ristabilirebbe uno stato di cose espressamente respinto dall'Ungheria ma si creerebbe in realtà un potere al quale questo paese non parteciperebbe affatto, e che godrebbe della forza legislativa anche a riguardo dell'Ungheria.

Il Governo vuole che ogni paese sia e possa essere rappresentato, e non vuole che con un argomento capzioso questo sistema rappresentativo si dia per tutt'altro di quello che è, e con una finzione porti pregiudizio a diritti reali.

I centralisti tenteranno forse di incoraggiare alcune provincie ad una resistenza passiva, ed acclimatare nei paesi al di qua del Leitha qualche specialità della riva opposta di quel fiume.

Ma noi facciamo calcolo sul buon spirito, sull'intelligenza e sulle tendenze patriottiche che animano le popolazioni tedesche, le quali si sottometteranno difficilmente alla volontà di coloro che vogliono rendere impraticabile la migliore e forse l'unica via per la quale l'Austria può arrivare ad essere unita.

— Si legge nella *Wiener Presse*:

Per la cessione della Venezia il Governo ha ordinato che in avvenire i reggimenti di fanteria 13°, 45°, 80° siano completati dalla Gallizia e dalla Bukovina, ed i reggimenti 16° 18° 38° e 79° dall'Ungheria.

Osserviamo al tempo stesso che la Venezia forniva all'esercito circa 45 mila uomini.

DANIMARCA. — Si scrive da Copenaghen, 6, al *Moniteur*:

La regina di Danimarca deve portarsi quanto prima in Inghilterra, dove soggiornerà a lungo presso la principessa di Galles. Sua Maestà sarà accompagnata dalla più giovane delle sue figlie, la principessa Thyra.

Ebbero luogo in tutto il regno le elezioni di primo grado. A Copenhagen è passata tutta intiera la lista del partito nazionale liberale che appoggiò il Ministero nella questione della riforma costituzionale. Il risultato della votazione nelle provincie non è ancora conosciuto.

Gli elettori primari si riuniranno il 18 per nominare i membri del Landsthing.

Le elezioni per il Folkesting, o Camera bassa, sono fissate al giorno 12.

RUSSIA. — Si scrive alla *Corresp. Bullier*:

Per far russa più presto la Lituania e la Samogizia, dove la popolazione polacca rimase fedele al culto cattolico, la stampa russa si propone creare alcune città abitate esclusivamente da Russi portati dal centro della Russia.

Si domanda al Governo di accordare a queste città alcune immunità e privilegi speciali, affinchè possano assorbire le forze vive di tutto il paese, e contribuire così alla fusione colla Russia della Lituania e della Samogizia dopo averne cambiata la loro nazionalità.

— Si scrive alla *Corrisp. Havas*:

Il Governatore della Podolia con una sua circolare diretta agli isprawnriks (i sotto prefetti) ed ai giudici di pace rimise in vigore una ordinanza del principe Nasitschi Kof, governatore generale della provincia nel 1861, relativa alle croci innalzate lungo le strade e nei campi.

Non potrà esser posta nissuna croce senza special permesso.

Di più « considerando che in un paese ortodosso le croci erette nei campi non devono essere d'altro modello che quello adottato dalla Chiesa dominante, l'attuale governatore generale ingiunge alla polizia di sorvegliare a che tutti coloro, sieno cattolici od ortodossi, che avranno ottenuto un tal permesso si conformino alle seguenti regole: 1° l'effigie del Salvatore deve essere dipinta, non intagliata, nè scolpita; 2° i piedi devono essere inchiodati l'uno vicino all'altro, e non sopprapposti e trapassati da un solo chiodo come nei crocifissi dei cattolici; 3° gli occhi del Salvatore devono essere chiusi; 4° la croce non deve portare figura alcuna di gallo, d'angelo, nè d'altre persone, nemmeno gli istrumenti del supplizio; 5° non vi dev'essere nissuna iscrizione, a meno che non si sia ottenuto uno speciale permesso.

Le croci esistenti di forma cattolica devono venir trasformate a seconda delle regole qui sopra descritte, oppure trasportate ai cimiteri.

Non saranno più tollerate le statue dei santi erette nei campi o sulle strade, dappoichè la Chiesa ortodossa non riconosce quest'uso.

GRECIA. — Si scrive da Atene, 4, alla *Corresp. Havas*:

L'assemblea dei Candiotti ha pubblicato un proclama nel quale raccomanda che vengano rispettate le proprietà dei Mussulmani, e la vita dei prigionieri.

Sappiamo d'altra parte che il generale Kallergis rifiutando d'accettare il comando degli insorti, li invitò alla moderazione.

Le notizie sugli incidenti militari in Candia continuano ad essere contradditorii.

Il signor Maurocordato, residente a Vienna, ha mandate 20 mila dramme per soccorrere le famiglie bisognose che da Candia si rifugiarono in Grecia.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Abbiamo per dispaccio telegrafico da Foggia, in data di ieri 14:

La scorsa notte alle ore 11 e 30 pom. avvenne una forte scossa di terremoto sussultorio-ondulatorio. La popolazione momentaneamente spaventata, uscì dalle case: nessun danno però o disordine.

— Verso le ore 6 antimeridiane del 10 ottobre in Foggia moriva il senatore del Regno cavaliere Domenico Varo. Nella mattina seguente, non ostante il tempo piovoso, la salma dell'illustre defunto venne accompagnata al Campo Santo dalle autorità locali e dalla intiera legione di Guardia Nazionale.

— Leggiamo nel *Monitore Universale*, dice il *Cosmos*, che un terremoto testè si è inteso a Parigi, dove il suolo è raramente conturbato da commozioni di questa specie. La visita di un fenomeno così interessante ci fa un dovere di riassumere alla meglio in poche parole lo stato attuale della *seismografia*.

Le cause dei terremoti sono molteplici; non di meno si può dire che quasi tutte si riferiscono a due principali: Le une dipendono dalla caduta di una parte della vôlta delle cavità interne della terra. Esse sono frequenti lungo la catena delle Ande. Non sono punto senza esempi nelle Alpi. Le si possono considerare come valanghe sotterranee di pietre distaccantisi dallo interno delle cavità formatesi che costituiscono certe montagne vulcaniche.

Come si vede queste catastrofi hanno per risultato d'indebolire la massa dei sollevamenti, le masse salienti, e preparare l'affondamento superiore delle protuberanze. Le si sono osservate in Algeria vegnenti dalla catena dell'Atlas, e danno nascimento a delle scosse la cui direzione è dal sud al nord; esse non sono mai pericolose; gli abitanti del Perù e della Bolivia vi si abituano e non vi prestano maggiore attenzione di quel che noi facciamo verso le detonazioni delle scariche elettriche.

I tremuoti della seconda specie sono dovuti all'azione diretta del calore centrale sulle acque del mare. Provengono evidentemente da infiltrazioni prodotte dai bacini oceanici, ovvero dalle loro appendici mediterranee.

Ne risulta che la loro frequenza è grandissima sulle coste e sugli arcipelaghi, in una parola nelle regioni ove terra e mare sono intralciati. Raramente le si osservano nell'interno dei continenti ove le infiltrazioni marine sono necessariamente rarissime.

Nondimeno la superficie della terra presenta un numero considerevole di cicatrici e di fessure mal chiuse e che sono capaci di lasciar passare delle infiltrazioni di natura da perturbare il riposo dei distretti continenlale. Tale è la grande linea volcanica che parte dal Vesuvio, che passa per la Provenza, che regna al disotto del piano centrale della Francia, va a Parigi e si prolunga al nord.

Più ci allontaniamo dalle coste, più per conseguenza le commozioni terrestri addivengon rare, come ancora a misura che ci avviciniamo alle coste, maggiormente diventano pericolose. Ecco quello che la geologia c'insegna.

Così si conosce che le catene di montagne sono tanto più alte quanto più recente è la loro produzione, e che per sorgere han dovuto traversare uno spessore più grande di terreni stratificati.

I filoni che li accompagnano provengono da metalli più densi, più difficilmente fusibili, che debbono occupare un sito più lontano dalla superficie nella ripartizione delle sostanze interne.

Le osservazioni che noi facciamo in questo momento non suppongono che una massa montagnosa possa essere improvvisata in qualche istante. Il tempo della creazione dei continenti sarà evidentemente per la geologia razionale la formazione della nuova Kameni, quest'isola che si vide sorgere dal fondo delle acque e sollevarsi come una pianta selvaggia delle foreste vergini.

Sembra che vi sia un certo ordine, una certa regolarità nelle commozioni, come il sig. Alexis Perrey, il dotto professore di Dijon, ebbe il merito di osservare pel primo.

Nei tremuoti almeno la natura rassomiglia a Caussidière, quel prefetto della Repubblica del 1848, il quale voleva far l'ordine col disordine. Nondimeno bisogna confessare che la vi riesce assai meglio e non manca, per così dire, giammai il suo colpo.

Ma questo equivale forse al dire, come pretende il signor Perrey, che questo nodo centrale sia occupato da una massa di materie incandescenti, resto informe del caos? Bisogna egli credere che il globo terrestre sul quale vediamo regnare una natura così sapiente, contiene il disordine imprigionato nel suo interno?

Tale non era l'avviso del signor Davy il quale vedeva nelle chimiche trasformazioni e nelle reazioni la causa vera del calore centrale.

La dottrina del fuoco primitivo riposava, bisogna riconoscerlo, sopra quella del raffreddamento universale progressivo della nebulosi solare, concetto che sir David Brewster benissimo definiva come una delle grandi illusioni del nostro secolo. La dottrina di Grove fondata sopra una intelligenza più completa delle leggi constitutive del mondo non permette guari di mantenere questa maniera di considerare i fenomeni naturali. Egli è permesso di dubitare che i terremoti possano essere assimilati a delle maree infernali, a dei riflussi di materie fuse, benchè paia che questi fenomeni siano legati ai movimenti astronomici, specialmente al luogo che la terra occupa nella sua orbe.

In ogni caso questi fenomeni sono ora l'oggetto di studii molto serii. Oltre al signor Perrey citar dobbiamo il signor Mallet di Londra. Quest'ultimo scienziato è inventore di strumenti per misurare la direzione, l'epoca e la intensità delle commozioni. Egli è aiutato nelle sue ricerche dal Comitato dei vulcani stabilito dall'associazione britannica, mentre il signor Perrey non può contare sull'appoggio di veruna società francese.

Gli strumenti del signor Mallet sono impiegati nell'osservatorio che il penultimo re di Napoli stabilì sul Vesuvio per studiare tutti i movimenti del vulcano.

Infine dobbiamo menzionare fra gli scienziati che si sono distinti in quest'ordine di ricerche il signor Sainte-Claire Deville, al quale si deve lo studio delle produzioni dell'azione vulcanica, il signor Fouqué, il missionario scientifico, al quale si debbono parecchie descrizioni notevoli dei fenomeni vulcanici di cui la baia di Santorino è il teatro da più di un anno.

— Nel *Congresso delle scienze sociali* adunato ora a Manchester fu letta una memoria della signora Barbara Bodichon sulla estensione del suffragio elettorale anche alle donne.

Giova esaminare, essa dice, le ragioni che si allegano per difendere la grande e inesplicabile anomalia che un corpo dello Stato, rispettabile e indipendente, non abbia voce nè influenza riconosciuta dalla legge nella elezione dei rappresentanti del popolo, mentre i suoi membri sono riconosciuti cittadini, sono eleggibili per molti uffici pubblici e pagano le tasse. Non esaminerò le obbiezioni fatte contro il suffragio da darsi alle donne, e mi passerò di quello che si può chiamare il lato negativo della questione, e la esaminerò più altamente dimostrando che quel provvedimento non solo non patisce obbiezioni, ma è molto desiderabile.

Pensano alcuni che alle donne non importa di votare, ma le molte petizioni presentate al Parlamento nella sessione passata chiariscono del contrario. Molti spiriti elevati non trovano ragioni per escludere le donne dal votare. Non si reclama la franchigia per le donne come un mezzo per estorcere la giustizia, ma solo perchè in un governo rappresentativo la classe che non è rappresentata è lasciata da banda. Per allegare qualche esempio parlerò della educazione nel paese. Pochi sosterranno che la educazione dei fanciulli è più importante di quella delle fanciulle per lo Stato; eppure le ragazze hanno poca parte nella educazione. Nelle amministrazioni di carità v'è la stessa tendenza a posporre le donne agli uomini. La cittadinanza è un onore ed è disonorevole non avere tutti i diritti dei cittadini. Codeste considerazioni in un paese civile bastano a giustificare la misura proposta. Date il voto ad alcune donne e farete sì che tutte penseranno seriamente a quello che riguarda la nazione.

Abbiamo in due differentissimi governi, quello d'Austria e quello di Svezia, dei precedenti in qualche modo conformi a quello che ora si desidera. Rispetto all'Austria il maggior Noel, che ha dimorato lungamente colà, scrive che « in tutte le terre ereditarie, e in quelle della Corona dell'Impero austriaco la patente imperiale del 1864 ha stabilito il principio della rappresentanza delle classi nelle rispettive Diete, una classe rappresentata è quella de' grandi proprietari, nella quale tutte le donne, sian nobili o cittadine, se posseggono la qualifica di proprietarie, votano come gli uomini. »

Nella Svezia il *bill* di riforma che passò il decembre del 1865; la elezione dell'Alta Camera si fa dai corpi municipali e dalle contee chiamati *Stadsfull mabtige* e *land stingsman*. Le donne hanno parte all'elezione di queste assemblee. Per essere elettrice la donna nubile o maritata deve avere raggiunto 25 anni, e possedere più di 400 *riksdalers riksmynt* l'anno (lire sterline 22.)

La proposta estensione del suffragio non muterebbe il principio su cui riposa il governo inglese.

Il presidente, letta la memoria, la lodò altamente, e disse che era meritevole di seria attenzione.

— Dal diciottesimo rapporto annuo dell'Amministrazione della tassa dei poveri apparisce che nel soccorrere gl'indigenti sono state spese 6,264,961 lire sterline nell'anno che finiva il 24 marzo 1865, cioè 158,422 lire sterline meno dell'anno precedente. Sulla intera popolazione la media a testa per i soccorsi dati ai poveri fu di 68 per i trentuno anni precedenti. Fu calcolato che il numero degli indigenti soccorsi tanto nel loro domicilio che fuori in Inghilterra e nel principato di Galles era di 951,899 nel 1865 contro 1,014,978 nel 1864. Il pauperismo a Londra era molto maggiore in ogni quartiere che nel trimestre corrispondente dell'anno anteriore. Delle semplici parrocchie o *unions* 662 avevano 38,487 indigenti; 28,466 erano pazzi e 10,021 idioti. Nella contea di Lancaster, ove fortunatamente dall'anno scorso v'è stata una diminuzione di 19, 4 %, è probabile che il rimborso dell'impréstito fatto per i poveri nel tempo della crisi per il cotone farà sì che la spesa non raggiungerà la cifra solita. Nella settimana che finiva il 5 di maggio del 1865 furono soccorsi in media ogni notte 1,203 mendicanti contro 1,106 per lo stesso periodo dell'anno antecedente; in modo che sembra che il vagabondaggio aumenti.

Le ispezioni di polizia hanno generalmente recato buoni risultati. Molto si parlò l'anno scorso della questione importante de'soccorsi medici da darsi ai malati poveri, tanto negli ospedali che nei depositi di mendicità e i commissari stimano utile avere, su questo argomento, dei rapporti. Coll'aiuto della tassa dei poveri sole venti persone emigrarono nelle colonie britanniche nell'anno scorso.

La vaccina si estende; l'anno 1865 vi furono 588,361 vaccinati, ossia 51,149 di più dell'anno avanti. La media dei fanciulli che frequentano le scuole del Deposito di mendicità o delle parrocchie, ogni giorno, nel semestre che finiva il 25 marzo 1865 è stata di 31,745.

Da queste particolarità si desume che in Inghilterra, ove tanto v'è da desiderare per il bene delle classi povere, pure si fanno sforzi generosi e continui per alleviare i loro dolori.

(*Morning Herald*).

— Le inondazioni desolano non solo la Francia, ma anco gli Stati Uniti. Tranne *Little Miami* e la linea da Marietta a Cincinnati tutte le strade ferrate che vanno a quella città sono inondate, e hanno sospeso il servizio.

A Dayton, tutta la parte bassa della città è inondata. Il villaggio di Phersonville è coperto da 10 piedi d'acqua. Tre uomini annegarono a Piqua, e uno fu schiacciato dalle travi di un ponte portato via dalle acque. L'Ohio è cresciuto 10 piedi in ventiquattr'ore di faccia a Cincinnati.

Anche l'Africa non va illesa; il Nilo è cresciuto immensamente; però per la previdenza del vicerè non vi sono state inondazioni.

ULTIME NOTIZIE

Inviarono indirizzi al Re e al Governo per protestare contro i fatti di Palermo i municipii di Galati, San Salvatore di Fitalia, Lipari, Monteriggioni, Fossacesia, Roccamena, Villarosa.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Costantinopoli, 13.

Assicurasi che Fuad, Sawfet e Kiprisly pascià entreranno nel gabinetto.

Assicurasi pure che sia stata garantita ai Candiotti un'amnistia, e che essi l'abbiano accettata.

Parigi, 14.

Dal *Moniteur*:

La tariffa d'importazione per l'olio d'uliva viene fissata per le navi francesi a 3 franchi per ogni 100 chilogrammi, e per le navi estere a 4 franchi.

Vienna, 14.

L'Imperatore scrisse una lettera al conte Belcredi. Sua Maestà esprime la sua gratitudine per le testimonianze di fedeltà e di devozione date dai popoli dell'Austria durante lo sventurato periodo che si è trascorso; incarica il conte Belcredi di rendere pubblici questi sentimenti del Governo, comunicandoli specialmente alle Rappresentanze del paese, le quali devono riunirsi prossimamente; spera che gli organi del Governo faranno tutti gli sforzi per guarire le piaghe della guerra, e finalmente incarica i ministri a fargli un rapporto sulle misure prese finora in proposito.

Venezia, 15.

Le truppe italiane entreranno a Verona il giorno 16, e a Venezia il giorno 19.

L'Austria ha aderito a ritardare la consegna dei soldati veneti per viste sanitarie.

Londra, 15.

Un telegramma da Atene conferma positivamente che i Turchi abbiano sgomberato la fortezza di Candano in Candia. Diecimila turchi, ritornando a Canea, furono attaccati da 4000 cristiani, e inseguiti alla distanza di tre ore da Canea. I Turchi ebbero 1200 morti e 800 feriti. Tutte le trattative sarebbero finora rimaste senza alcun risultato.

Berlino, 15.

Leggesi nella *Gazzetta del Nord*:

In occasione del ritorno dei legionari ungheresi, il governo austriaco ha prese soltanto alcune momentanee misure di polizia, ma dichiarò espressamente che manterrebbe ai legionari la amnistia promessa.

SPETTACOLI D'OGGI

TEATRO PAGLIANO — Riposo.

Mercoledì, 17, beneficiata della prima donna contralto signora Giuseppina De Marini. Si rappresenta il 1° o 2° atto della *Matilde di Shabran* e il 3° atto dell'*Otello*.

TEATRO NAZIONALE, ore 8 — Rappresentazione dell'opera: *Il Menestrello* — Rondò della *Cenerentola* — Ballo: *Il cantastorie napoletano*.

TEATRO LA PERGOLA — Quanto prima avranno principio le rappresentazioni dello straordinario spettacolo opera-ballo intitolato: *L'Africana*.

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia francese di Meynadier rappresenta: *Le dépit amoureux* — *Une demoiselle en loterie* — *La dent de sagesse*.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 13 ottobre 1866.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro, a metri 72, 6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 754, 4	mm 750, 4	mm 748, 1
Termometro centigrado	19, 0	16, 5	16, 0
Umidità relativa	76, 0	84, 0	94, 0
Stato del cielo	nuvolo	pioggia	nuvolo
Vento { direzione / forza	NE debole	NE quasi for.	E debole

Temperatura { Massima + 21,3 / Minima + 13,8 } Pioggia nelle 24 ore mm. 37,0.

Minima nella notte del 14 ottobre + 15,0.

LISTINO OFFICIALE DELLA BORSA COMMERCIALE (Firenze, 15 Ottobre 1866).

VALORI	VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORRENTE L	FINE CORRENTE D	NOMINALE	PREZZI FATTI	CAMBI	GIORNI	L	D
Rendita Ital. 5 % god. 1 lugl. 66		58 05	58 »	58 20	58 10	» »	» »	LIVORNO	8		
Imprestito naz. in sottoscr. 5 %		72 »	71 60	» »	» »	» »	» »	Detto	30		
» 3 % .... » 1 ottobre		» »	» »	» »	» »	37 1/2	» »	Detto	60		
Impr. Ferriere 5 % » 1 lugl. 66	840	» »	» »	» »	» »	» »	» »	ROMA	30		
Obb. del Tesoro 1849 5 % p. 10 » »	840	100 »	99 »	» »	» »	» »	» »	BOLOGNA	30		
								ANCONA	30		
Az. Banca Naz. Tosc. » 1 genn.	1000	» »	1560	» »	» »	» »	» »	NAPOLI	30		
Dette Banca Nazion.							» »	MILANO	30		
nel Regno d'Italia. » 1 lugl. 66	1000	» »	» »	» »	» »	» »	» »	GENOVA	30		
Cassa di sconto Toscana in sott.	250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	TORINO	30		
Banca di Cred. It. god. 1 gen. 66	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	VENEZIA e f. g.	30		
Az. del Cred. Mob. Ital.		» »	» »	» »	» »	300 »	» »	TRIESTE	30		
Obblig. Tabacco .. god. 1 lugl. 66	1180	» »	97 »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Az. SS. FF. Romane. » »	500	» »	» »	» »	» »	63 »	» »	VIENNA	30		
Dette con prelaz. 5 %								Detto	90		
(Ant. Cent. Toscane) » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	AUGUSTA	30		
Obblig. 5 % delle sud. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Obb. 3 % SS.FF. Rom. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	FRANCOFORTE	30		
Az. ant. SS. FF. Liv. » »	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	AMSTERDAM	90		
Dette (ded. il suppl.) » »	420	» »	» »	» »	» »	48 »	» »	AMBURGO	90		
Obb. 3 % delle sudd. » »	500	171 »	» »	» »	» »	» »	» »	LONDRA	30		
Dette .... » »	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Obb. 5 % SS. FF. Mar. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	PARIGI	30		
Dette (ded. il suppl.) » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Az. SS. FF. Merid.. » »	500	225 »	» »	» »	» »	» »	» »	LIONE	90		
Obbl. 3 % delle dette » »	500	138 »	» »	» »	» »	» »	» »	Detto	90		
Ob. dem. 5 % serie c. » 1 ott. 66	505	371 »	370 »	» »	» »	» »	» »	MARSIGLIA	90		
Dette in serie di 1 e 2 » »	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Napoleoni d'oro		21 12 1/2	21 12
Dette serie non comp. » »	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Impr. com 5 % obbl. » 1 gen. 66	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	Sconto Banca 6 0/0			
Detto in sottoscriz. » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Detto liberate ...... » 1 lugl. 66	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Detto di Siena...... » »	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Motore Barsanti Matteucci.... 1a serie » »		» »	» »	» »	» »	» »	» »				
Detto detto 2a serie » »		» »	» »	» »	» »	» »	» »				
5 % Ital. in picc. pezzi » »		» »	» »	» »	» »	59 50	» »				
3 % Idem Idem » »		» »	» »	» »	» »	39 »	» »				

VALORI A PREMI	FINE CORRENTE Prezzo Lettera	FINE CORRENTE Prezzo Denaro	FINE CORRENTE Premio	FINE PROSSIMO Prezzo Lettera	FINE PROSSIMO Prezzo Denaro	FINE PROSSIMO Premio
5 % godimento 1° gennaio	» »	» »	» »	» »	» »	» »
3 % » 1° settembre	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni Strade Ferrate Livornesi	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette Meridionali	» »	» »	» »	» »	» »	» »

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti del 5 %. 58 20, 10, 15 fine corrente — 58 10, 58 contanti.

Il Sindaco ANGIOLO MORTERA.

FRANCESCO BARBERIS, *gerente*.

TIPOGRAFIA EREDI BOTTA

TORINO — VIA D'ANGENNES | FIRENZE — VIA CASTELLACCIO

RACCOLTA

DI

ATTI E DOCUMENTI

PRESENTATI AL MINISTERO DELL'INTERNO

DALLA COMMISSIONE PER L'ORDINAMENTO PROVVISORIO

DELLE

PROVINCIE SINORA OCCUPATE DALL'AUSTRIA

E DELLE

LEGGI, DECRETI E PROVVEDIMENTI

PUBBLICATI DAL GOVERNO NAZIONALE

NELLE DETTE PROVINCIE SINO AL 20 SETTEMBRE 1866

Un Volume in-8° di pag. 324 con 10 Quadri statistici — PREZZO L. 4.

R. PREFETTURA DI TERRA D'OTRANTO

PER DELEGAZIONE DEL MINISTERO DELLE FINANZE
Direzione generale del Demanio e delle Tasse

AVVISO D'ASTA PEL GIORNO 31 OTTOBRE 1866.

Stante l'aumento del ventesimo stato fatto in tempo utile al prezzo annuo di lire 45,520, pel quale, con atto delli 26 prossimo passato settembre, fu deliberato l'affitto per sei anni del *Mar piccolo* di Taranto, si avverte il pubblico che:

Il giorno di mercoledì trentuno p. v. mese di ottobre, alle ore undici antimeridiane, si procederà in questo ufficio avanti il signor prefetto o chi per esso e coll'intervento del signor direttore demaniale, o d'un suo speciale delegato, allo incanto definitivo per l'appalto dell'affittamento di detto *Mar piccolo* col metodo della candela vergine e sotto l'obbligo della esatta osservanza del relativo capitolato visibile in questa segreteria dalle 8 di mattina alle 3 pomeridiane.

Tale affittamento comprenderà la peschiera *Citrello* colle sue adiacenze *Leo, Flavitta* e *Fontana* coi così detti *fondi parevoli del Mar piccolo*, non che il diritto di privativa per talune pesche, escluso il dazio sopra qualunque pesca perchè abolito, e s'intenderà fatta per la durata di anni 6, dal 1° settembre di questo anno a tutto agosto 1872, senza bisogno di congedo, con obbligo di rinunzia a qualunque dritto di tacita riconduzione.

L'asta sarà aperta sull'annuo fitto di lire 47,796, e la somma che risulterà dal deliberamento superiormente approvato dovrà pagarsi in Taranto in moneta d'oro o d'argento a quadrimestri anticipati nella Cassa del ricevitore del Registro.

Tutti coloro impertanto che vorranno adire al suddetto affittamento dovranno nei suindicati giorno ed ora presentarsi in questo ufficio nella sala degli incanti per ivi fare le rispettive offerte durante l'ardere delle candele non minori di lire 10 per cadauna in aumento alla suindicata somma di lire 47,796, previo deposito di lire 2,250 in danaro od in biglietti della Banca Nazionale a garanzia dell'asta.

Per sicurezza dell'annuo importo dell'affittamento, e delle scorte, come anche della osservanza di tutti gli obblighi del contratto descritti nel capitolato, dovrà il deliberatario fornire la cauzione per un'annata d'estaglio e pel valore delle scorte con certificati nominativi di rendita sul Gran Libro del Debito Pubblico italiano, od anche al portatore, calcolati secondo il corso legale nel giorno del deposito.

Tutte le spese d'asta comprese quelle delle precedenti anche deserte, di contratto, d'inserzione nei giornali e delle prescritte copie, e della consegna, saranno ad esclusivo carico dell'affittuario, nell'intelligenza che non occorrono spese di registro.

Si dichiara per ultimo che nell'asta saranno osservate le formalità prescritte dal regolamento delli 13 dicembre 1863, n° 1628.

Lecce, addì 12 ottobre 1866.

Il segretario capo
P. Caselli.

2848

UFFIZIO CENTRALE DI AFFARI NOTARILI

FONDATO IN FIRENZE

COLL'APPROVAZIONE SPECIALE DEL GOVERNO

e diretto dal cav. Ippolito Corso, regio notaro alla residenza di Firenze.

Quest'uffizio s'incarica dei ricorsi da presentarsi dai notari, candidati-notari e procuratori, sia presso i Ministeri, sia presso la Corte dei Conti ed altri uffizi superiori. — Anticipa all'uopo le malleverie e cauzioni per questi funzionari ed eseguisce le formalità relative agli acquisti, vendite e conversioni relative ai fondi pubblici od alle rendite sullo Stato. — S'incarica altresì dell'incasso delle polizze (coupons) cedole di rendita pubblica, ecc.

L'uffizio si occupa inoltre delle operazioni seguenti:

Compra e vendita di beni stabili, sia in Italia che all'estero — Affari litigiosi — Successioni — Esazioni all'estero e nell'interno del Regno, di crediti contenziosi o non contenziosi mediante aggio da convenirsi — Anticipazioni sopra crediti da ricuperare — Collocamento di capitali in rendite vitalizie — Prestiti ipotecari a lunghe scadenze — Liquidazioni — Concordati e graduazioni fra creditori — Redazione degli atti relativi.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI

Settimana 41ª *dell'anno* 1866 — 2846

	NUMERO dei versamenti	NUMERO dei ritiri	VERSAMENTI	RITIRI
Risparmi	446	334	63,555 22	70,805 14
Depositi diversi	28	47	36,474 »	62,105 11
Casse affiliate di 1ª classe in conto corrente	»	»	»	804,300 »
Casse affiliate di 2ª classe idem	»	»	»	23,500 »
Associazione Italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze	»	»	»	»
Somme	»	»	100,029 22	960,710 25

COMUNE DI FARA NOVARESE

Trovasi vacante la carica di medico e chirurgo condotto pella generalità degli abitanti (1800) coll'annuo stipendio di L. 1,650. Chiunque abilitato aspiri alla nomina, resta invitato a far pervenire la sua domanda corredata dei voluti ricapiti al sindaco del comune entro il corrente mese di ottobre; osservando che la popolazione trovasi tutta riunita non essendovi alcun cascinale, e che pel disimpegno della chirurgia minore havvi un flebotomo stipendiato dal comune. 2844

ISTITUTO HEER - TORINO

Via Principe Tommaso n° 5. — Per convittori ed esterni. Forma commercianti, amministratori e finanzieri, e dà corsi privati (anche serali) di lingue moderne e di contabilità. 2261

BAGNI — SAXON — CASINO

Vallese (Svizzera) 1145

APERTO TUTTO L'ANNO

ROULETTE a UN ZERO — Minimum UN FRANCO
TRENTA e QUARANTA Minimum 2 FRANCHI

Vi si trovano gli stessi divertimenti come negli Stabilimenti congeneri d'oltre Reno.

Tavola confortevole e comodi appartamenti.

CONVITTO CANDELLERO.

Scuola preparatoria alla Regia Accademia e Regia Scuola Militare di Cavalleria, Fanteria e Marina.

Torino, via Saluzzo, n° 33. 2538

INCHIOSTRI DA STAMPA di tutte qualità

della rinomata fabbrica di J. Kuhn di Strasburgo.

Corso dei Tintori, n° 57, piano primo in Firenze.

STATISTICA AMMINISTRATIVA

DEL

REGNO D'ITALIA

coll'elenco alfabetico dei comuni e loro popolazione e circoscrizion·

Prezzo: L. 5.

Dirigersi con vaglia postale in lettera affrancata alla Tipografia Botta.

MANUALE

PER GLI UFFIZIALI DELLO STATO CIVILE
PER I CANCELLIERI E PER I GIUDICI

Prezzo: L. 2.

MANUALE

AD USO

DEI SENATORI DEL REGNO E DEI DEPUTATI

CONTENENTE

LO STATUTO E I PLEBISCITI, LA LEGGE ELETTORALE
I REGOLAMENTI DELLE DUE CAMERE
LE PRINCIPALI LEGGI ORGANICHE DELLO STATO
GLI ELENCHI
DEI SENATORI DEL REGNO, DEI DEPUTATI E DEI MINISTERI
SUCCEDUTISI DURANTE L'VIII° LEGISLAZIONE
(I° del Parlamento Italiano)

PREZZO L. 5.

Dirigersi alla tipografia degli Eredi Botta, Firenze, via del Castellaccio.

RIVISTA TECNOLOGICA ITALIANA

GIORNALE TEORICO-PRATICO

di Chimica, Agricoltura, Industria, Arti e Commercio.

Prezzo d'associazione per tutta l'Italia *franco* di posta:

Per un anno lire 9 | Per sei mesi lire 5 | Per tre mesi lire 3.

Dirigersi con vaglia postale o francobolli in lettera affrancata alla Direzione della *Rivista Tecnologica Italiana*, via Goito 9, Torino.

ACCETTAZIONE D'EREDITÀ
con benefizio di inventario.

Il cancelliere della pretura di Barge infrascritto rende pubblicamente noto che con apposito atto in data 15 corrente mese il sig. avvocato Giuseppe Re fu Luigi, nato e domiciliato in Barge, nella qualità di procuratore speciale dell'Amministrazione dell'Ospizio degli esposti eretto in Saluzzo, tale costituito con mandato in *brevetto* in data nove maggio ultimo scorso, rogato Pirotti notaro, dichiarò di accettare a nome e per conto di detta Amministrazione non altrimenti che col benefizio d'inventario l'eredità all'Ospizio per legge deferta dal trovatello Mosca Giovanni, conosciuto sotto il nome di Viglianco Giovanni, resosi defunto in epoca e luogo incerti, ma residente in suo vivente nel comune di Bagnolo (Piemonte), quale accettazione venne autorizzata con regio decreto venti marzo 1865.

Dato dalla cancelleria della regia pretura di Barge il 27 settembre 1866.

2845 Caus. Cavallo, canc.

AVVISO E DIFFIDAMENTO.

Il sottoscritto, cessionario di tutte le attività, e così anche dei crediti caduti nel fallimento del signor M. Debenedetti, già negoziante sarto in Torino sotto i portici di San Lorenzo, anche quale consolidatario della ditta M. Debenedetti e compagnia, avverte che il 13 settembre fu in tale località riaperto il negozio per la vendita in liquidazione ed a prezzi discretissimi delle mercanzie ed abiti che lo compongono.

Diffida tutti i debitori di detta fallita che non riconoscerà alcun pagamento fatto ad altri, nè alcuna ricevuta, salvo quelle passate da lui stesso o dal signor Donato Levi commesso in detto negozio.

Infine, avvisa gli aventi diritto al riparto fissato nel concordato a carico di esso sottoscritto, che si presentino ad esigere nello stesso locale la rispettiva quota, tostochè la sentenza che omologò il detto concordato sia passata in cosa giudicata.

Torino, 9 ottobre 1866.

2841 Isacco Debbenedetti.

2849 AVVISO.

La donna Pelagia del fu Simone Solfanelli moglie di Cesare Solfanelli domiciliata a Monsigliolo comune di Cortona, coltivando a proprio conto unitamente ai figli, e coll'aiuto di operanti le terre con casa colonica di sua proprietà poste in Monsigliolo suddetto, recentemente acquistate da Giovanni Tremi, protesta della nullità di qualsivoglia esecuzione venisse diretta sulle rendite, e prodotti di detti suoi terreni dai creditori del di lei marito, ancorchè sotto colore, e alla misura del così detto braccio colonico, perchè il Solfanelli dello scarso lavoro che presta quando non è occupato come caporale assistente alle opere relative ai corsi d'acqua della comunità di Cortona, riceve anticipata esuberante mercede nei giornalieri alimenti, e non potrebbe in verun caso pretenderli dalla moglie, che sopporta per esso l'onere del sostentamento quotidiano dei figli.

Pelagia Solfanelli.

2847 AVVISO.

Fino dal 20 del perduto settembre l'usciere Giuseppe Campetti notificò al sacerdote Tommaso Ugolini, dimorante, domiciliato e residente a Roma, debitore della somma di L. 17 60 per tassa di manomorta dovuta sulle rendite della Cappella della SS. Trinità, traslatata in San Girolamo sulla Costa, un'ingiunzione al pagamento mediante consegna di copia al procuratore del Re presso il tribunale civile e correzionale di Firenze, ed affissione di altra copia alla porta esterna del tribunale medesimo, e ciò ai termini del disposto degli articoli 141 e 142 del vigente Codice di procedura civile.

Dal R. uffizio del Registro per le tasse sulle successioni e manimorte.

Firenze, li 4 ottobre 1866.

Il ricevitore
G. Nobili.

2842 DIFFIDAMENTO.

La sottoscritta dichiara ch'ella non pagherà nessun debito che possa incontrare il proprio figlio Carlo Piazza.

Marianna Ferrajolo vedova Piazza.

Di prossima pubblicazione

DIZIONARIO DEI COMUNI E CIRCOSCRIZIONE

AMMINISTRATIVA, POLITICA, ELETTORALE, GIUDIZIARIA E DIOCESANA

DEL REGNO D'ITALIA COMPRESE LE PROVINCIE VENETE

PUBBLICATO COLL'APPROVAZIONE DEL MINISTERO DELL'INTERNO dal Dott. Cav. PIETRO CASTIGLIONI

Un grosso volume in-4° grande — Prezzo it. lire 4.

Dirigersi con vaglia postale alla tipografia Eredi Botta, *via del Castellaccio* — Firenze.

FIRENZE — VIA CASTELLACCIO | **EREDI BOTTA** | TORINO — VIA D'ANGENNES

GAZZETTA UFFICIALE

DEL

REGNO D'ITALIA

PREZZI D'ABBONAMENTO

Compresi i Rendiconti del Senato del Regno e della Camera dei Deputati.

I soli Rendiconti della Camera dei Deputati formarono quest'anno un volume in foglio da 3 colonne di circa 1600 pagine.

	Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze . . . . L.	42	22	12
Per le provincie del Regno	46	24	13
Svizzera . . . . »	58	31	17
Roma (*franco ai confini*) . »	52	27	15
Francia	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germania . . . . »	112	60	35

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

Le inserzioni giudiziarie costano 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 centesimi per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzione deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 20 — Arretrato centesimi 40.

Le associazioni si ricevono dalla Tipografia **Eredi Botta**, Firenze, via del Castellaccio, 20, e Torino via D'Angennes, 5.

Padova . . . . dalla libreria Sacchetto.
Treviso . . . . dalla libreria Zoppelli.
Vicenza . . . . da Pizzamiglio Giovanni
Udine . . . . da Gambierasi.

SI È PUBBLICATO

IL PRIMO VOLUME

DEL

CODICE CIVILE DEL REGNO D'ITALIA

confrontato cogli altri Codici italiani ed esposto nelle fonti e nei motivi

PER

GIACOMO ASTENGO, ADOLFO DE FORESTA,
LUIGI GERRA, ORAZIO SPANNA E GIOVANNI ALESSANDRO VACCARONE

Prezzo L. 7.

Nuova pubblicazione.

EREDI BOTTA — TORINO — Via D'Angennes | **DECRETI REALI** | EREDI BOTTA — FIRENZE — Via Castellaccio

E

DISPOSIZIONI REGOLAMENTARIE

SULLE TASSE DI REGISTRO E SULLE TASSE DI BOLLO

Prezzo del fascicolo — Tasse di Bollo . . . . L. 0 60
Indice alfabetico-analitico „ 0 70
» Tasse di Registro . . . . . „ 1 20
Indice alfabetico-analitico „ 1 10

Dirigersi con vaglia postale alla Tipografia Eredi Botta.

Firenze — Tipografia EREDI BOTTA